

BUREAUX: RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing: Trois mois... 12 f. Six mois... 20 f. Un an... 44 f.

Emballage continué, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economiste; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉNÉRAL: J. BÉGIN

Le Nord de la France: Trois mois... 12 f. Six mois... 20 f. Un an... 44 f.

ANNONCES: 15 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. On traite à forfait.

ROUBAIX, 19 JUILLET 1870

La Belgique est-elle déterminée à faire respecter sa neutralité? Il circule à ce sujet des bruits fort contradictoires. Tandis que le ministère belge fait placer, dit-on, des corps d'observation sur ses frontières, dans les cercles politiques de Paris on se plaint beaucoup du roi Léopold que l'on prétend très partial en faveur de la Prusse. On assure même que cette attitude équivoque nécessiterait la formation d'un camp dans le département du Nord.

Dans son numéro d'hier soir, l'Indépendance proteste avec énergie contre les assertions qu'elle qualifie de mensongères. Voici comment elle s'exprime: « La Belgique, se renfermant loyalement dans son rôle de neutralité stricte, ne forme d'autre vœu que celui de voir bientôt la paix rétablie entre deux grandes nations qu'elle aime et qu'elle estime également. Elle ne prend d'autres mesures que celles nécessaires pour montrer à la Prusse et à la France — qui, du reste, le lui ont demandé toutes deux — qu'elle est sérieusement en état de défendre sa neutralité, de quelque côté qu'elle soit menacée. »

Le langage de l'Indépendance est net; il semble loyal et nous aimons à croire que la Belgique tiendra la parole qu'elle a donnée aux puissances européennes. Si nous en jugeons par le langage de ses journaux; l'Angleterre aurait d'ailleurs la ferme intention d'intervenir si les territoires neutres étaient violés par l'une des puissances belligérantes.

Nos correspondances nous entretiennent aussi, aujourd'hui de l'attitude des petits Etats de l'Allemagne méridionale.

Les émissaires de M. de Bismark s'efforcent de persuader aux populations de la Bavière et du Wurtemberg que nous combattons bien moins les prétentions abusives de la Prusse que la nation allemande. « Une foule considérable, dit une dépêche de Munich, du 17, s'est rendue dans l'après-midi, malgré une pluie battante, dans la résidence royale et a acclamé le Roi de vivats enthousiastes pour le remercier de sa décision qui sauvegarderait l'honneur national allemand et de sa fidélité aux traités d'alliance. »

La foule, toutes têtes découvertes a entonné l'hymne populaire et le chant de la patrie allemande. — Le Roi, visiblement ému, s'est montré à la fenêtre et a salué plusieurs fois la foule. »

Une autre dépêche, également de Munich, assure que les séides de M. de Bismark ont fait une démonstration telle contre le journal autonomiste et catholique, le Vaterland, que le rédacteur de cette feuille a dû réclamer la protection de la police. Dès le lendemain de cette émeute, le ministre de la guerre, de Bavière, présentait à la Chambre des députés un projet de loi relatif à un crédit militaire extraordinaire de 26,700,000 florins, et le président du Conseil des ministres recommandait l'adoption de ce projet, en faisant observer qu'il ne s'agissait plus de la question du trône espagnol, mais de la question allemande. »

Après la violence vient la fraude. C'est dans l'ordre. On oublie les volontés autonomistes du peuple bavarois des campagnes, ou plutôt on refuse audacieusement d'en tenir compte. On travestit, sans vergogne, la cause de la querelle, et l'on fausse à la fois la vérité et les sentiments réels des populations. Nous disons « sentiments réels, » car, les dernières élections en Bavière ont donné la majorité au parti patriote et catholique, dont le Vaterland est l'interprète.

Ces braves bavarois sont à tel point le jouet des émissaires prussiens, que leur armée va être commandée par le général prussien Vogel de Falkenstein, celui-là même qui mitraila si bien les soldats bavarois dans les environs de Francfort, pendant la campagne de 1866. Le cabinet de Munich, en subissant la honte d'un tel commandement, établit, aux yeux même de son pays, son peu de souci de la grande-patrie allemande, qu'il jette à genoux sous les pieds des Prussiens.

J. REBOUX.

(Voir les dernières nouvelles à la 3^e page.)

S'il faut en croire le Memorial diplomatique, la diplomatie n'aurait pas encore perdu tout espoir d'empêcher une conflagration. Le gouvernement anglais aurait proposé au cabinet des Tuileries de retirer la demande adressée en dernier lieu au roi de Prusse par M. Benedetti, se faisant fort, de son côté, d'obtenir de Sa majesté la déclaration qui réclamait cette demande. Dans ces termes, la rumeur nous paraît fort sujette à caution. Ce qui est vrai, c'est que lord Granville, — nous tenons le fait d'une source parfaitement sûre, — a proposé, aux termes du protocole de Paris, et par une dépêche télégraphique, communiquée à toutes les grandes puissances, un congrès européen. Ce qui semble certain encore, c'est que, subsidiairement, le gouvernement anglais, accusé à Paris par les amis de la paix de n'avoir pas agi pour cette cause avec toute l'énergie que lui imposait sa puissante position en Europe et menacé d'interpellations à ce sujet au Parlement, s'efforce, en tout état de cause, de localiser la guerre en protégeant les neutres, en se réservant une intervention décisive entre les belligérants, dès qu'il pourra entrevoir la possibilité d'agir avec quelques chances de succès. Nos renseignements, à cet égard, sont, du reste, formellement confirmés par le Morning Post.

(Indépendance Belge)

BULLETIN DE LA GUERRE

Paris, 18 juillet.

Ce matin même! un général français quitte Paris porteur de la « déclaration de guerre ». Il se rend directement à Berlin. Il se présentera en grand uniforme, au palais du roi; et il remettra à Guillaume I^{er}, successeur de Frédéric-Guillaume IV, cinquième souverain régnant depuis 1737, c'est-à-dire de

puis Frédéric-le-Grand — l'écrit par lequel la guerre lui est déclarée par la France!

L'officier supérieur français quittera Berlin sur-le-champ, couvert par son caractère d'envoyé de l'ennemi, et protégé par un sauf-conduit jusqu'à son retour dans nos lignes frontalières.

Alors les fusils partiront, et la grande entreprise sera officiellement commencée!

Que les Parisiens, dans ces circonstances graves, après un premier épanchement accordé à l'enthousiasme, rentrent dans une sorte de recueillement. Depuis 1812 et 1814, jamais les destinées de la France n'ont été, je ne dis point plus dangereusement, mais plus complètement exposées; je conçois que l'on acclame nos braves régiments; et certes il faut continuer quand nous nous croiserons avec ces frères si chers, à les saluer de nos hurras et de nos vœux. Je comprends encore qu'on applaudisse dans nos théâtres et dans nos concerts populaires un couplet patriotique; mais ne transformons pas en bruits de rue, en carnaval militaire, en cris et en promenades débraillées, l'élan naturel de la nation française.

« Ils chantent, mais ils ne partent pas », disait hier un de nos fiers zouaves qui quittait les siens avec un visage calme et martial!

Écoutez plutôt les échos de Munich et de la Bavière! Oh! la guerre est déjà populaire là-bas dans le groupe des ennemis de la liberté fédérale; ils chantent aussi, ils acclament les recrues qui partent, ils acclament la guerre contre la France; et pourtant ils ne sont pas Prussiens, et pourtant l'hégémonie du Nord leur fait peur! Quelle logique!

Du reste, notre diplomatie vient, dès hier, d'envoyer à Munich, à Stuttgart, à Carlsruhe, des notes fermes, nettes, claires: « Expliquez comment vous entendez la neutralité; dites dans quelle circonstance vous vous en départirez: Voici les conditions posées pour que votre territoire soit respecté, sans quoi il sera envahi. »

Tel a été notre langage. Les Etats du Sud n'ignorent pas d'ailleurs quels sont nos arrangements éventuels avec l'Italie et l'Autriche. Que veulent-ils? par le Tyrol, par la vallée de l'Inn, par le Palatinat, et le duché de Saxe-Cobourg, être pris entre trois feux?

Que la grande famille allemande se calme et se rassure: ni son existence, ni son influence politique, ni son concert fédéral ne sont en jeu. L'Empereur, dans sa proclamation en langue française et en langue allemande, va le lui dire. Elle n'est pas tenue de faire cause commune avec la Prusse « pour un grief dynastique espagnol! » La question ne sortira pas de ce cercle normal.

Oui, que l'Allemagne l'entende bien: la France constitutionnelle ne vaudra jamais, par des annexions incompatibles avec les droits des nationalités, qu'elle a naguère défendues, introduire dans le parlement français « ces éléments étrangers d'autonomie qui ont pendant tant d'années fait la faiblesse de l'Autriche. » Nous ne voulons pas que les représentants d'une Bohême ou d'une Vénétie viennent, devant notre France libérale et démocratique, redemander leur patrie et faire tâche, pour ainsi dire, au milieu de ce tout parfait, dans l'harmonie duquel nous puisons notre puissance!

Ceci étant répondu au Sud allemand, à l'esprit de conquête, permettez-moi maintenant de préciser notre situation vis-à-vis de la Belgique.

Voici ce qui s'est passé entre Bruxelles et Paris: Nous avons dit; au roi Léopold: « Etes-vous assez fort pour défendre à main armée votre territoire. »

Il nous a été répondu Oui.

Alors nous avons ajouté: « Prenez-vous l'engagement de le défendre à main armée contre la Prusse? — Oui. Puisque vous prenez cet engagement, votre territoire ne sera pas occupé... Sans cet engagement, il eût été immédiatement envahi. »

Telle a été notre réplique. Les Belges, par cette promesse, ont conjuré notre occupation préliminaire. Mais aucun engagement n'a été pris relativement à l'intégrité de ce royaume!

J'arrive maintenant à l'état d'armement qui, de part et d'autre, se constitue. La Prusse a commencé la mobilisation de ses deux bans le 14 juillet.

A supposer que le premier ban, comme nous l'avons toujours pensé, fut déjà sous les armes, ou du moins à l'état de rassemblement depuis sept ou huit jours, c'est-à-dire depuis les premières démarches de M. Benedetti à Ems, il lui reste encore près de 250,000 hommes à encadrer et à faire rejoindre dans les dépôts... Sur le papier, avec les contingents auxquels elle a droit par les « traités militaires, » avec le brave et beau contingent saxon qui s'est battu si noblement contre elle à Sadowa! et qui va se trouver dans ses rangs, la Confédération du Nord énumère 800,000 hommes!... comme elle compte de 48 à 52 millions d'Allemands! Je vous économise les petits chiffres qu'on trouve partout.

Mais, de ce gros-là, il faut en rabattre. Nous les connaissons, ces contingents du Sud; et sans parler de nos batailles du dernier empire, nous les connaissons depuis la guerre de Trente et de Sept ans, depuis les luttes pour la succession d'Autriche sous Louis XV... Jamais prêts, jamais en ligne! attendant toujours que les grands se soient frottés pour choisir « le bon côté, » ou pour rester « l'arme au bras. » Et, sans aller chercher loin, quel exemple plus fabuleux que celui de 1866? Ce duc de Hesse, ce prince royal, laissant battre vingt-quatre Hanovriens fidèles à leur drapeau!... les laissant manquer de munitions, n'allant pas les secourir, laissant entrer Falkenstein à Francfort pour rançonner la ville en argent, en café et en cigares, et le laissant pénétrer jusque dans les baignoires de Kissenberg!

Sur les 800,000 hommes de MM. les généraux de Roona et de Moltke, nous en connaissons, au bas mot, 300,000 de cette espèce. Bons, admirables soldats, si l'on veut, mais... ne marchant pas. Et cependant, tandis que les Poméraniens et que les fusiliers de Brandebourg suivis d'un second ban de pères de familles, poussaient follement en Bohême et en Moravie pour faire au vieux monarque Guillaume, « une entrée à Vienne, » l'Allemagne du Sud aurait pu prendre... l'Allemagne du Nord.

Mobilisant son second ban le 14, il faut à M. de Moltke encore sept à huit jours pour être en bataille. Nous serons prêts, nous, dans cinquante-six heures, et notre avance est aujourd'hui incontestable et incontestée.

Quant aux 800,000 hommes, si les faut, voyons, les trouverons-nous?

Maintenant, un mot sur nos forces et sur ce qui peut être discrètement et conjecturalement prévu de nos dispositions.

J'ourte les énumérations qu'on trouve partout:

L'empereur commandera en chef; c'est-à-dire suivra les opérations en voiture; mais sera là, chose importante pour mettre d'accord les généraux, pour trancher parmi les avis, pour donner des récompenses. L'empereur fait bien, malgré son état de santé, d'accomplir cet effort. Il a saufs doute le sentiment d'être pour quelque chose dans les « points noirs » de 1866. Il a choisi une occasion habilement trouvée, il s'expose non

à des dangers, mais à des fatigues... attendons.

De la liste de nos généraux, je n'en regrette que deux: Changarnier, admirable chef de corps par les coups de main, et le pauvre général Forey, paralysé sur son fauteuil. M. Bazaine est certes hautement capable, mais il a un grand devoir à accomplir: Le voilà à Metz avec le général Decaen, avec le colonel Boyer, le commandant Magnea, il va opérer à la tête de 120,000 hommes. C'est à Metz, que l'Empereur va arriver aussi, dans trois jours seulement, car il n'y a pas de temps perdu. Mais, de Metz, nous pouvons présumer qu'il s'avancera « directement » vers le Rhin.

M. Mac-Mahon sera ce soir à Paris, MM. Canrobert, Bourbaki, de Failly, ont des commandements de corps actifs.

Il nous paraît que dans les premières combinaisons trois corps d'armée de 80,000 à 120,000 hommes opéreront chacun distinctement.

Quoiqu'on en dise, nous ne violerons pas plus le territoire du Luxembourg que les Prussiens ne l'ont violé; et le bénéfice de l'occuper ne nous viendra probablement qu'après une rencontre.

Ce que les Prussiens ont fait à Sierck et à Perl (dont parle après nous les dépêches de ce jour), ils l'ont fait aussi à Vassorbil, point-frontière entre le duché de Trèves et le Luxembourg; au confluent de la Moselle et de la Sarre. Nous avons lieu d'être enchanté de cette double manœuvre.

Oui, les Prussiens se sont gardés des deux côtés de Luxembourg. Oui, nous pensons nous engager dans la plaine qui domine cette grande forteresse éteinte, la laisser à notre gauche aborder la Sarre; comme, sur des points différents et sur des ponts de bateaux, nous allons peut-être aborder résolument le Rhin!

Par nos routes de Sierck, de Bouzonville, de Saint-Avoie, nous pouvons carrément avancer sur la première enclave que 1848 a faite à notre territoire.

Si nous entamons notre point en quelque sorte géographiquement le plus faible, quoi que des mieux ravitaillés, nous avons l'avantage de « couvrir ce point. » Trèves défend la vallée de la Moselle; mais une fois les lignes de fer de Saarbrück et Saarlouis coupées; Trèves peut être masqué par un arrière-garde, et notre première grande affaire peut s'engager vers Mersig.

Ah! nous le savons bien, il serait mille fois plus avantageux de refaire la campagne de Sambre-et-Meuse! ou seulement de plonger par Longwy et Arlon sur Liège et Maestricht, de nous ressouvenir du succès de Maubeuge!... Par là, toutes nos invasions ont été heureuses; c'est Fleurus, en 1688; c'est Fontenoy, Rocoux, Lanfeld, en 1740; c'est Jemmapes, en 1792; c'est encore Fleurus en 1794... et cela n'a été qu'une seule fois Waterloo...

Mais, la Belgique?... Demain nous parlerons de votre côté du Rhin. Le temps ne manque pas. Voyez déjà ce « grand silence préliminaire » qui commence!

Profitions-en pour relever quelques informations:

Sait-on de quoi se compose notre splendeur marine? De près de trente-cinq bâtiments cuirassés, éperonnés, blindés.

L'escadre de Cherbourg a pris la mer, nous allons voir opérer le savant amiral Bouët-Willamez, dont on se rappelle au Sénat les travaux techniques, et qui a fait des côtes de la Baltique l'étude de toute sa vie. La marine marchande prussienne se réfugie déjà dans les ports. L'escadre du prince Adalbert a failli avoir le cadouf de rester à Plymouth dans des eaux neutres pendant toute la guerre.

FEBULETIN DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 20 JUILLET 1870.

13

BASTIDE ROUGE

PAR ELIE BERTHET.

VII

REVIREMENTS.

Fleuriaux venait de recevoir des mains d'un autre domestique, attaché récemment par lui au service de la Bastide, une longue pipe turque, à bout d'ambre, qu'il fumait majestueusement; néanmoins, il observait du coin de l'œil le

vieux Linguard, encore absorbé par la lecture de sa lettre, à quelque distance.

— Cousine, et vous cousin Leclerc, dit-il en lâchant une bouffée de levain vers le ciel, j'apprécie votre désintéressement et votre amitié à leur juste valeur. Je n'ai pas visité toutes les parties du globe sans avoir appris à connaître les hommes et peut-être aussi un peu les femmes... Soyez donc assurés qu'en temps et lieu je vous rappellerai vos offres.

— Acceptez-les tout de suite, monsieur Fleuriaux, s'écria Linguard, le visage resplendissant de joie, en s'élançant vers lui sa lettre à la main; acceptez-les de suite et débarrassez-moi de votre présence!

A cette apostrophe brutale, les assistants firent un mouvement de surprise et d'indignation. Seul, Fleuriaux resta immobile; éloignant de sa bouche le bout d'ambre de sa pipe, il regarda tranquillement l'ancien commis.

— Que signifie un pareil langage? demanda Maurice; oubliez-vous, monsieur Linguard...

— Je n'oublie rien, dit Linguard avec une gaieté insolente, mais je suis las d'être bafoué dans ma maison, et je vais donner du bafai à tout ce qui me gêne.

Ainsi donc les nababs, et les Leclerc, et les petits amoureux intrigants, et les laquais, et les banquets chinois, et toute la boutique infernale vont décamper lestement de chez moi... Allons, qu'on fasse maison nette et promptement, car,

en vérité, la rage m'étouffe, et je ne saurais me contenir plus longtemps!

Tout le monde resta immobile; on ne pouvait croire que cet ordre fût sérieux.

— Pécaïré! cet homme est fou, dit madame Leclerc d'un ton dédaigneux; parler ainsi à un seigneur assez riche pour acheter la moitié du département!

— Qu'il s'achète donc un logis pour la nuit; car, je le jure, il ne couchera pas ce soir à la Bastide-Rouge.

— Il vous est facile maintenant de connaître vos amis, dit madame Leclerc d'un air de triomphe en s'adressant à Fleuriaux; vous voyez en qui vous aviez mis votre confiance. Venez chez nous à Marseille, mon cher cousin; vous allez monter dans notre char-à-bananes. vous pourrez y placer aussi un ou deux de vos coffres les plus précieux; car il serait imprudent de laisser votre fortune à la merci de cet indigne personnage.

— Son bagage ne sera pas lourd, dit Linguard en ricanant; il ne possède rien au monde; l'habit qu'il a sur le corps a été acheté avec de l'argent qu'il m'a forcé de lui prêter.

— Mais ces diners somptueux, ces prodigalités...

— Je souffrais tout, je payais tout... Moi, homme réputé habile, expérimenté, je me suis laissé duper comme un écuyer, comme un niais. Oh! mais c'est fini, et la leçon me servira... Allons! que l'on sorte à l'instant de chez moi!

— Je ne resterai pas ici un instant

de plus, dit madame Leclerc avec indignation; nous ne sommes pas venus pour nous faire insulter!

— C'est une infamie! ajouta M. Leclerc; partons, ma femme, mes enfants... je ne croyais pas vivre assez pour me voir ainsi chassé de la maison d'un parent.

— Cela crie vengeance!

— C'est une horreur!

Et la famille s'enfuit à toutes jambes vers la maison; une minute après, la voiture reprenait la route de Marseille.

Bes injures de Linguard et le départ précipité des Leclerc n'avaient pas altéré un instant le sang-froid de Fleuriaux; il dit enfin, le sourire sur les lèvres:

— A ce que je vois, maître Linguard, tu sais enfin...

— Je sais la vérité, interrompit l'ancien commis avec un accent de triomphe; ce papier que vous venez vantiez d'avoir en votre possession et que vous refusiez obstinément de me montrer, n'est pas entre vos mains. Votre hésitation, votre opiniâtreté m'avaient donné des soupçons; j'ai voulu les éclaircir. J'ai écrit au successeur de ce notaire à qui vous aviez confié la contre-lettre; voici sa réponse: « Cette pièce importante a été envoyée jadis, à qui de droit, car il en est fait mention sur le registre de l'étude; mais, comme elle n'a jamais été mise en usage, on a tout lieu de penser qu'elle a été anéantie ou perdue. »

— C'est la réponse que j'ai obtenue moi-même, répliqua Fleuriaux tristement; cette chère et malheureuse femme

n'a rien voulu du meurtrier de son frère. Si réellement cette pièce est tombée entre ses mains, elle l'aura déchirée sans la lire!

— Si vous aviez connaissance de ces faits, qu'attendiez-vous donc de moi? s'écria Linguard; pourquoi vous défendre avec tant d'acharnement, la nuit qui suivit votre arrivée ici, puisqu'on ne devait rien trouver sur vous? Et depuis ce temps, pourquoi ces folies indignes d'un homme de votre âge ces dépenses extravagantes, ces gaspillages inouïs?

Fleuriaux le regarda d'un air méprisant; puis il partit d'un bruyant éclat de rire.

— Je voulais m'amuser à tes dépens, Linguard, aux dépens des sottises et vilaines créatures semblables à toi... J'aurai toujours tiré cela de l'héritage que tu me volés.

L'ancien commis devint rouge d'indignation.

— Ménagez vos expressions, monsieur, dit-il avec arrogance; je suis un honnête homme... et je ne souffrirai pas que l'on m'insulte. Si vous avez des droits, faites-les valoir; oui, je vous défie de les faire valoir... Mais, continua-t-il sèche-ment, tous ces propos sont inutiles, je vais appeler Christophe et vous chasser...

— Misérable fripon! s'écria Fleuriaux en faisant mine de lui sauter à la gorge.

Les dames poussèrent un cri d'effroi; Linguard, pâle et tremblant, recula d'un